

[www.aefinfo.fr /depeche/724551-egalite-des-chances-orientation-lecture-les-combats-a-mener-pour-l-ed...](http://www.aefinfo.fr/depeche/724551-egalite-des-chances-orientation-lecture-les-combats-a-mener-pour-l-ed...)

Égalité des chances, orientation, lecture : les combats à mener pour l'éducation selon François Bayrou

Elise Le Berre : 7-8 minutes : 14/01/2025

"Vouloir sélectionner précocement est une erreur, en tout cas une faiblesse", affirme François Bayrou lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le 14 janvier 2025. Estimant que dans le système éducatif français, "les choses se jouent trop tôt pour ceux qui ne sont pas de milieux favorisés", il s'interroge sur "l'année d'articulation" entre le secondaire et le supérieur. Autre "combat à mener" : la promotion de la lecture, "en formant mieux" les enseignants, et la poursuite de la réforme de la voie pro.



Avoir placé en premier le ministère de l'Éducation nationale, et l'avoir confié à une femme "au parcours exemplaire" est "l'une des fiertés" de François Bayrou. capture écran franceinfo

"Proposer aux Français une voie d'espérance, c'est refonder notre Éducation nationale", déclare le Premier ministre François Bayrou, lors de sa déclaration de politique générale, le 14 janvier 2025 à l'Assemblée nationale.

Pour celui qui fut aussi locataire de la rue de Grenelle, le gouvernement qu'il a composé en tant que Premier ministre reflète "des choix révélateurs" : l'Éducation nationale "est à sa place : la première ! Et elle est confiée à une ancienne Première ministre, exemple de méritocratie républicaine et de service de l'État, assistée de l'ancien président du CNEP et spécialiste des universités".

"vouloir sélectionner précocement est une erreur"

Pour François Bayrou, qui place le fait d'avoir été enseignant comme l'une de ses "fiertés", on ne peut "accepter que l'école française, qui était la première du monde, se voit classée au rang qui est le sien aujourd'hui, en mathématiques comme en lecture".

Comme lors de la passation de pouvoirs avec Michel Barnier, il aborde l'orientation et l'égalité des chances, et voit comme "le plus grand de nos échecs" les difficultés d'étudiants de première année qui, après des années d'école, "ne parviennent pas à écrire un texte simple, compréhensible, avec une orthographe acceptable".

D'autant plus que c'est un échec "dont sont victimes les plus faibles", poursuit-il : car "ceux qui viennent des milieux qui n'ont pas les codes, qui ne connaissent personne et n'ont accès ni à l'influence ni au pouvoir, se voient écartés sans recours, dès l'instant qu'on ne leur donne pas les armes pour affronter la traversée des formations supérieures". Pour ces élèves, "l'obligation d'orientation précoce les perturbe et les met en danger", conclut François Bayrou.

C'est pourquoi "vouloir sélectionner précocement, sans qu'aient mûris l'esprit et les attentes" est pour le Premier ministre "une erreur, en tout cas une faiblesse. Dans notre système scolaire et universitaire, il faut que puissent être acceptés et favorisés les réorientations, les changements de formation" - des sujets qui avaient notamment été mis en avant dans le cadre de la réforme de la voie professionnelle, par le groupe consacré au décrochage qui mettait en avant un "droit à l'erreur" ([lire sur AEF info](#)).

Une "année d'articulation" entre l'enseignement secondaire et le supérieur

Interpellé par un député sur Parcoursup, il confirme que ce dispositif "est une question : nous avons besoin d'ouvrir les portes, sans doute en inventant la période, l'année d'articulation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Cela doit être une préoccupation pour l'organisation de notre système éducatif", considère François Bayrou. Car, en écartant des jeunes "dès la classe de seconde, on rend à la nation le plus mauvais des services : il est regrettable que, dans notre système éducatif, très tôt, les choses se jouent trop tôt pour ceux qui n'appartiennent pas aux milieux favorisés".

Pour rappel, une concertation nationale sur l'orientation a été lancée par Anne Genetet et Alexandre Portier, ancien ministre délégué chargé de l'enseignement professionnel, en novembre, pour remettre des propositions fin février ([lire sur AEF info](#)).

La "promotion de la lecture contre les écrans", un "combat à mener"

Face à tous ces constats, le Premier ministre affiche "une conviction" : "les gisements de progrès sont du côté des enseignants", mais "l'organisation de l'Éducation nationale ne parvient pas à les repérer ou les repère si peu - et les trésors de pédagogie qu'ils ont élaborés sont perdus".

Autre "combat à mener" : "la promotion de la lecture contre les écrans". "Je sais qu'un chemin est possible en formant mieux nos professeurs afin de mieux les préparer", poursuit François Bayrou, qui "sait les difficultés, car les écrans ont pris le pas sur tout

autre mécanisme de transmission des connaissances". C'est "un enjeu national", qu'il faut "reprendre", en faisant appel à "toutes les compétences, par exemple l'intelligence artificielle".

Devant les sénateurs, la ministre Élisabeth Borne, n° 2 du gouvernement, qui a lu le discours de politique générale, a évoqué la généralisation de la "pause numérique" ([lire sur AEF info](#)).

Si François Bayrou n'évoque pas précisément la réforme de la formation des enseignants, suspendue depuis l'été dernier, lors du départ de Nicole Belloubet ([lire sur AEF info](#)), Élisabeth Borne l'a bien mentionnée devant les sénateurs. "C'est l'une des réformes les plus importantes à mener : celle de la formation initiale et surtout continue", a ainsi lu l'ancienne Première ministre.

Par ailleurs, François Bayrou souhaite aussi poursuivre la réforme de l'enseignement professionnel, et évoque la politique du handicap, avec les 20 ans de la loi sur ce sujet. Le Premier ministre estime qu'il faut "améliorer l'école pour tous", alors que "cette politique de l'école inclusive a atteint une masse critique".

Élisabeth Borne a indiqué aussi le lancement d'une concertation sur le temps scolaire.

Les chantiers non abordés

En revanche, d'autres questions liées à l'enseignement scolaire n'ont pas été abordées lors de ce discours de politique générale, comme celle des suppressions de postes enseignants dans le cadre du PLF 2025 ([lire sur AEF info](#)). Ou du devenir du "choc des savoirs" dont certaines mesures ne sont pas encore déployées, et alors que le Conseil d'État a annulé l'arrêté instaurant les groupes en français et maths en 6e et 5e ([lire sur AEF info](#)).

Quelle méthode pour mener ces chantiers ? François Bayrou dotera chaque ministre d'une feuille de route, qui sera "communiquée et partagée avec les commissions compétentes du Parlement et le Conseil économique, social et environnemental". "Je tiens à ce que la société civile organisée ait pleinement voix au chapitre", explique le Premier ministre. Pour qui "la confiance en les partenaires sociaux est centrale : ils ont entre les mains une part décisive de notre avenir national".